

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**Siège :**

**9 rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC-SUR-MER**

**☎ 05.56.73.29.26**



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 23 FÉVRIER 2023  
D23022023/31**

**PRESIDENT**

Xavier PINTAT

**ETAIENT PRESENTS :  
Membres titulaires :**

Patrick MEIFFREN, Florence LEGRAND, Jean-Marc SIGNORET, Laurent PEYRONDET, Yves BARREAU, Véronique CHAMBAUD, Jean-Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Tony TRIJOULET, Jean-Luc PIQUEMAL, Catherine ROBINEAU, Frédéric QUILLET, Catherine GIANNORSI, Stéphane MARGALEF, Patrick BURAN, Pascale COLMET-MARZAT, Hervé CAZENAVE, Alexia BACQUEY, Adrien DEBEVER, Chantal PARISE, Dominique PATRAS, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Marie REVAILLER, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG, Jean-Marie BERTET, Liliane DUBOIS, Christine GRASS.

**ETAIENT REPRESENTES :**

Christian BOURA donne pouvoir à Patrick BURAN  
Karine FORGERON donne pouvoir à Catherine GIANNORSI  
Jean-Yves MAS donne pouvoir à Laurent PEYRONDET  
Bernard LOMBRAIL donne pouvoir à Evelyne MOULIN  
Jacques BIDLALUN donne pouvoir à Christine GRASS

**ETAIENT ABSENTS :**

Thierry DESPREZ

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

Christian BOURNIGAL, Valérie DA COSTA OLIVERA,

Membres suppléants  
remplaçants un membre  
titulaire :

Membres suppléants

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Dominique PATRAS

**Objet : FINANCES : FIXATION DE LA DUREE D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS  
EN COMPTABILITE M57**

**Rapporteur : Florence LEGRAND, 10ème Vice-Présidente.**

**Vote : UNANIMITE**

Conformément à l'article L.2321-2 alinéa 27 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les dotations aux amortissements des immobilisations constituent des dépenses obligatoires pour les communes de plus de 3500 habitants.

L'amortissement est une technique permettant de constater comptablement la dépréciation d'un bien sur sa durée probable de vie et de dégager une ressource en investissement destinée à son renouvellement.

L'amortissement obligatoire concerne les immobilisations corporelles ou incorporelles acquises à compter du 1er janvier 1996. Pour rappel, les immobilisations sont des éléments d'actifs destinés à servir de façon durable à l'activité de la collectivité. Les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité.

La constatation de l'amortissement des immobilisations constitue une opération d'ordre budgétaire permettant de générer un crédit en recettes d'investissement (compte 28..) et un débit en dépense de fonctionnement (compte 6811).

L'article R.2321-1 du CGCT précise les immobilisations concernées par ce dispositif. L'article R.2321-1 du CGCT précise également le principe selon lequel l'assemblée délibérante a la possibilité de fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

Par délibération en date du 10 novembre 2022, le conseil communautaire a approuvé l'adoption du référentiel budgétaire et comptable M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour le budget principal et les budgets annexes, il est donc nécessaire de modifier la délibération du 18 mars 2021 fixant les modalités d'amortissement des immobilisations pour tenir compte des évolutions de la réglementation budgétaire et comptable et notamment l'application de la règle de l'amortissement linéaire au prorata-temporis.

Il est proposé au conseil communautaire :

- D'acter l'application de la règle de l'amortissement linéaire au prorata-temporis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- D'autoriser l'amortissement sur une année des biens d'un montant inférieur à 500,00 €
- D'indiquer que tout plan d'amortissement en cours se poursuivra selon ses modalités initiales jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien.
- De prévoir que pour les biens acquis par lot, la sortie d'un bien s'effectue selon la méthode du coût moyen pondéré (moyenne de l'ensemble des éléments compris dans le lot)
- D'adopter le tableau des durées d'amortissements détaillés qui suit.
- De décider que la durée d'amortissement des immobilisations proposée pour le budget principal sera appliquée au budget annexe GEMAPI sauf en ce qui concerne l'article 2181 concernant les travaux de lutte contre l'érosion et l'entretien des digues qui seront amortis sur 30 ans.

COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	DURÉE AMORTISSEMENT
	Immobilisation de faible valeur de – de 500,00 €	1
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
202	Documents d'urbanisme	10
2031	Frais d'études	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion	5
204xxx	Subventions versées : biens mobiliers matériel et études	5
	Subventions versées : bâtiments et installations	30
	Subventions versées : voirie	30
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences...	2
208x	Autres immobilisations incorporelles	1
<b>Immobilisations corporelles</b>		
2121	Plantations	10
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	15
2132x	Bâtiments privés	10
2135x	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	15
2138	Autres constructions	30
214x	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	15
2152	Installations de voirie	20
2153x	Réseaux divers	20
215731	Matériel roulant de voirie	10
215738	Autre matériel et outillage de voirie	5
2158	Autres installation, matériel et outillage technique	10
2171x	Terrains reçus au titre d'une mise à disposition	15
2172x	Agencement de terrains reçue au titre d'une mise à disposition	15
2173x	Constructions reçues au titre d'une mise à disposition	15
2174x	Constructions sur sol d'autrui	15
2175x	Installations, matériel et outillage techniques reçus au titre d'une mise à disposition	10
2178x	Autres immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposition	5
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers dans des bâtiments dont la collectivité n'est ni propriétaire ni affectataire, ou qu'elle n'a pas reçu au titre de mise à disposition	15
21828	Matériel de transport	5
21838	Matériel de bureau et informatique	5
2184	Mobilier	10
2185	Matériel de téléphonie	5
2188	Autres immobilisations corporelles	5
<b>Subventions reçues</b>		
131	Les subventions transférables reçues qui financent un bien ou un équipement sont amorties selon la même durée d'amortissement que le bien concerné	

## LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 9 février 2023, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

### DÉCIDE :

- D'acter l'application de la règle de l'amortissement linéaire au prorata-temporis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- D'autoriser l'amortissement sur une année des biens d'un montant inférieur à 500,00 €
- D'indiquer que tout plan d'amortissement en cours se poursuivra selon ses modalités initiales jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien.
- De prévoir que pour les biens acquis par lot, la sortie d'un bien s'effectue selon la méthode du coût moyen pondéré (moyenne de l'ensemble des éléments compris dans le lot)
- D'adopter le tableau des durées d'amortissements détaillés présenté ci-avant,
- De décider que la durée d'amortissement des immobilisations proposée pour le budget principal sera appliquée au budget annexe GEMAPI sauf en ce qui concerne l'article 2181 concernant les travaux de lutte contre l'érosion et l'entretien des digues qui seront amortis sur 30 ans.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 35

Vote : Pour : 35 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC-SUR-MER, le 23 FÉVRIER 2023



LE PRÉSIDENT

*Xavier PINTAT*  
Xavier **PINTAT**  
Maire de Soulac-sur-Mer  
Membre Honoraire du Parlement

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.